L’avenir de notre planète entre les mains de 58 personnes

Partage international n° 310 – Juin 2014

par Roberto Savio

Rome

Le 13 avril 2014, le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (Giec) a publié la troisième et dernière partie d’un rapport, selon lequel il ne nous reste plus que quinze ans pour éviter de dépasser le seuil de 2° de réchauffement de la température. Au-delà, les conséquences seraient dramatiques : augmentation du niveau de la mer, fréquence accrue des ouragans et des tempêtes (même dans des régions jusque-là épargnées), impact négatif sur les productions vivrières…

Naturellement, dans un monde participatif normal, dont 83 % des habitants vivront encore dans quinze ans, ce rapport aurait suscité une réaction spectaculaire. Et pourtant, pas un seul des 196 chefs d’États de notre planète n’a fait le moindre commentaire ! Cela fait déjà longtemps que les anthropologues ont abouti à la conclusion qu’à certains égards les humains sont inférieurs aux animaux : par exemple, ils sont moins aptes que bien des espèces animales à survivre à toutes sortes de catastrophes naturelles, comme les séismes et les ouragans.

La première partie de ce rapport, publié en septembre 2013 à Stockholm, affirmait qu’il y avait au moins 95 % de chances que les humains soient la cause principale du réchauffement climatique, tandis que la seconde partie, publiée à Yokohama fin mars, soulignait que « *ces dernières décennies, les changements climatiques ont nui à la nature et aux hommes sur tous les continents et à travers tous les océans* ».

C’est la première fois que le Giec, créé par l’Onu en 1988 et composé de plus de 2 000 scientifiques, aboutit à des conclusions aussi certaines et définitives. La principale d’entre elles est la nécessité de réduire les émissions mondiales de CO_2 d’au moins 40 %, voire 70 %, d’ici à 2050, ce qui « *ne peut être réalisé avec des chances raisonnables de succès qu’au prix de changements institutionnels et technologiques majeurs* », qui devront être entrepris au plus tard au cours des quinze prochaines années, et menés à bien en 35 ans.

Il n’est pas inutile de souligner qu’à peu près la moitié de la population mondiale n’a pas 30 ans : ce sont donc les jeunes qui devront supporter le coût énorme du combat contre le changement climatique.

La principale recommandation du Giec est très simple : les principales puissances économiques doivent taxer les responsables de la pollution au carbone, ce qui augmentera le prix des combustibles fossiles, obligeant ainsi le marché à se tourner vers les énergies propres telles que l’éolien, le solaire ou le nucléaire. C’est à ce niveau que des « changements institutionnels majeurs » sont nécessaires.

Dix pays seulement sont responsables de 70 % de la totalité des gaz à effet de serre, les Etats-Unis et la Chine totalisant à eux seuls 55 % de ce pourcentage. Toutefois, ces deux pays prennent des mesures sérieuses contre la pollution.

Le président Obama n’a pas réussi à obtenir le soutien du Sénat, mais la loi de 1970 sur la propreté de l’air lui a permis de prendre des mesures visant à réduire les émissions de carbone des véhicules et des industries, tout en encourageant les technologies propres. Il ne peut en faire davantage sans le soutien du Sénat.

Le nouveau et tout-puissant président chinois Xi Jinping a placé l’environnement au nombre de ses priorités. Il est vrai que, selon des sources officielles, le nombre de décès dus à la pollution s’élève à cinq millions par an en Chine.

Toutefois, la Chine a besoin du charbon pour sa croissance, et la position de Xi est la suivante : « *Pourquoi devrions-nous mettre un frein à notre développement, alors que c’est vous, les pays riches, qui avez créé ce problème en menant à bien votre propre développement ?* » Il en résulte un cercle vicieux : les pays en développement veulent que la réduction de leur pollution soit financée par les pays riches, et ces derniers veulent que les premiers se débrouillent seuls pour cesser de polluer.

En conséquence, le résumé du rapport du Giec,

Copyright Partage international - www.partageinternational.org

destiné aux dirigeants politiques, a soigneusement supprimé tout élément pouvant évoquer la nécessité pour les pays émergeants de faire davantage, tandis que les pays riches ont réussi à éviter toute allusion à la nécessité pour eux-mêmes d'assumer une quelconque participation financière.

Tout ceci a pour but de faciliter la conclusion d'un accord mondial lors de la prochaine assemblée de l'Onu sur le changement climatique, qui se tiendra à Lima (Pérou), afin de faire oublier le désastre des discussions sur le climat de 2009 à Copenhague.

Business *vs* écologie

La clé de tout accord est entre les mains des Etats-Unis. Le Congrès bloque toute initiative visant à contrôler le climat, ce qui offre à la Chine, à l'Inde et à d'autres Etats pollueurs un argument facile : pourquoi devrions-nous nous engager à faire des sacrifices si les Etats-Unis ne font rien ?

Le problème, c'est que les Républicains ont fait un cheval de bataille de la négation du changement climatique, qu'ils ne cessent de railler et de nier, tout en accusant les démocrates soutenant la taxe carbone de mener une guerre contre le charbon. En effet, l'industrie énergétique américaine soutient financièrement le Parti républicain, qui considère en conséquence que parler du changement climatique serait un suicide politique.

La dernière fois qu'une taxe carbone a été proposée, en 2009, après un vote positif de la Chambre des représentants contrôlée par les démocrates, le Sénat républicain s'est empressé d'enterrer cette proposition de loi. Et lors des élections de 2010, nombre de partisans de la taxe carbone perdirent leur siège, contribuant ainsi à l'instauration d'une majorité républicaine à la Chambre des représentants. Il ne reste donc plus aux partisans de cette taxe qu'à attendre les élections de 2016, en espérant que le nouveau président saura changer la situation… Comme disaient les anciens Grecs : « L'espoir est le dernier recours. »

Tout ceci nous ramène à une réalité très simple : le Sénat américain se compose de 100 membres, ce qui signifie qu'il suffit de 51 votes pour enterrer toute taxe sur les combustibles fossiles. En Chine, les décisions sont prises, dans le meilleur des cas, non par le seul président, mais par les sept membres du Comité permanent du Comité central, qui détiennent réellement le pouvoir au sein du Parti communiste.

En d'autres termes, 58 personnes tiennent entre leurs mains l'avenir de notre planète. Avec une population approchant 7,7 milliards, notre monde n'est certes pas un modèle de démocratie !

Note de la Rédaction : On pourrait effectivement croire qu'à l'heure actuelle la survie de notre planète soit entre les mains d'un petit nombre de personnes ; toutefois, c'est véritablement des « 99 % » de sa population que dépend au contraire sa survie. Partout dans le monde les gens doivent faire entendre leur voix pour faire en sorte que notre Terre ait un avenir.

Auteur : Roberto Savio, Roberto Savio est secrétaire général de la Société internationale pour le développement (SID) et directeur général d'Inter Press Service (IPS), ainsi que du système d'échange d'informations TIPS.
Sources : IPS
Thématiques : environnement, politique
Rubrique : Point de vue